



HAL
open science

**Des frictions dans l'espace pétrolier. Discipline
entrepreneuriale, appropriations villageoises et
normalisation d'une société frontalière en Amazonie
péruvienne**

Doris Buu-Sao

► **To cite this version:**

Doris Buu-Sao. Des frictions dans l'espace pétrolier. Discipline entrepreneuriale, appropriations villageoises et normalisation d'une société frontalière en Amazonie péruvienne. Politix, 2021, Politix, n° 132 (4), pp.73-98. 10.3917/pox.132.0073 . hal-04281809

HAL Id: hal-04281809

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04281809v1>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des frictions dans l'espace pétrolier

Discipline entrepreneuriale, appropriations villageoises et normalisation d'une société frontalière (Amazonie péruvienne)

Résumé

La rencontre des peuples autochtones avec des entreprises minières ou pétrolières est souvent appréhendée au prisme de la confrontation. Si la fréquence des contestations est indéniable, notamment en Amérique latine, les interactions nées de l'implantation d'industries extractives en milieu rural ne se réduisent pas à l'opposition frontale : parce qu'elles s'ancrent nécessairement dans des espaces où elles doivent composer avec leur entourage social, ces industries donnent souvent lieu à des interactions plus routinières et pacifiées, porteuses de profonds changements. C'est ce qu'étudie cet article, qui s'appuie sur une enquête ethnographique menée au Pérou, dans des villages autochtones de l'Amazonie confrontés au développement d'un site pétrolier emblématique de la région. Il analyse comment cette industrie extractive ancrée localement contribue à la normalisation d'une société frontalière. Tenant compte du caractère relationnel des interactions qui se jouent aux abords des sites extractifs, il appréhende cette topographie politique comme un « espace pétrolier » où se jouent des transformations profondes mais ambivalentes, qu'il s'agisse de l'importation de la discipline salariale dans les pratiques productives, de la restructuration hiérarchisée du collectif villageois, ou de l'inscription dans l'ordre territorial national propice à une certaine marchandisation du foncier amazonien.

Mots-clés : extraction pétrolière, Amazonie péruvienne, RSE, autochtones, normalisation

Frictions in the oil space: Entrepreneurial discipline, village appropriations and normalization of a frontier society (Peruvian Amazon)

The encounter of indigenous peoples with mining or oil companies is often seen through the prism of confrontation. While the frequency of disputes is undeniable, particularly in Latin America, the interactions arising from the establishment of extractive industries in rural areas cannot be reduced to head-on opposition: because they are necessarily grounded in territories where they have to deal with their social environment, these industries often give rise to more mundane and peaceful interactions that bring about profound changes. This is the subject of this article, which is based on an ethnographic survey carried out in Peru, in indigenous villages in the Amazon facing the development of an emblematic oil site in the region. It questions how this locally grounded extractive industry contributes to the normalisation of a border society. Taking into account the relational nature of the interactions that take place around extractive sites, it conceptualises this political topography as an 'oil space' where profound but ambivalent transformations are taking place, whether it be the importation of wage discipline into productive practices, the hierarchical restructuring of the village collective, or the inclusion in the national territorial order that is conducive to a certain commodification of Amazonian land.

Key-words: oil extraction, Peruvian Amazon, CSR, indigenous peoples, normalisation

Présentation de l'auteurice

Doris Buu-Sao est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Lille (CERAPS). Sa thèse, soutenue en 2017 à l'IEP de Paris, portait sur les transformations sociales et politiques causées par l'extraction pétrolière en Amazonie péruvienne, telle qu'elle est vécue par ses habitant·es autochtones. Elle travaille actuellement sur les politiques de relance minière et de transition énergétique en Espagne. Elle a récemment publié « Extractive Governmentality at Work: Native Appropriations of Oil Labor in the Amazon », *International Political Sociology* (15 (1), 2021) et « Face au racisme environnemental : extractivisme et mobilisations indigènes en Amazonie péruvienne », *Politix* (131 (3), 2020, dossier « Racialisation et action publique » codirigé avec Clémence Léobal).

La rencontre des peuples autochtones avec des entreprises minières ou pétrolières en Amérique latine est souvent appréhendée au prisme de la confrontation. Le capitalisme extractif s'opposerait à des cosmologies et des modes de vie radicalement différents ; les conflits sociaux traduiraient alors des « ontologies politiques » antagonistes entre, d'une part, des peuples autochtones entretenant une relation harmonieuse avec leur environnement et, d'autre part, des entreprises et des gouvernements porteurs de politiques extractives dont la priorité est la marchandisation du vivant¹. La fréquence des contestations et la violence de l'impact social et environnemental de l'extraction des ressources naturelles sont indéniables. La distance séparant les mondes sociaux qui se rencontrent autour de sites miniers ou pétroliers l'est tout autant. Néanmoins, les interactions naissant de l'implantation de compagnies transnationales en milieu rural ne se réduisent pas à l'opposition frontale. Les industries, implantées dans des espaces localisés où les entreprises doivent composer avec leur entourage social, donnent aussi lieu à des interactions plus routinières et pacifiées qui sont porteuses de profonds changements.

C'est à ce constat qu'a mené l'ethnographie réalisée, en Amazonie péruvienne, dans des « communautés natives² » voisines d'un site pétrolier nommé Andoas (du nom d'un ancien peuple autochtone de la région). Elles sont situées sur les rives du fleuve Pastaza, à la frontière avec l'Équateur. Les quelques 2000 personnes qui y résident³ participent à des mobilisations qui prennent pour cible Pluspetrol, une compagnie basée en Argentine qui exploite le gisement pétrolier, et l'État péruvien qui octroie les permis d'exploitation. En bientôt cinquante ans, de nombreux déversements de pétrole et de produits chimiques ont affecté l'équilibre des rivières où sont pêchés les poissons, et des sols cultivés ou parcourus pour chasser du gibier. Depuis 2012, la Fédération quechua, qui regroupe une vingtaine de communautés natives du Pastaza, organise régulièrement des rassemblements dans les communautés proches du site de Pluspetrol. En ces occasions, des centaines de personnes menacent d'envahir les installations et de bloquer l'activité, exigeant des mesures réparatrices et des politiques publiques adaptées à leurs besoins. Elles manifestent leur colère sur la scène des mobilisations, dans un contexte où des affrontements meurtriers avec les forces de l'ordre ont eu lieu dans la région en 2008 et 2009⁴. Mais dans les coulisses du quotidien villageois, les programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) donnent lieu à des interactions pacifiées autour des ressources offertes par Pluspetrol aux habitantes et habitants. Ces derniers se voient notamment proposer des emplois dans les installations pétrolières en tant qu'ouvriers⁵.

¹ C'est par exemple l'argument développé dans Merino Acuña (R.), « The politics of extractive governance. Indigenous peoples and socio-environmental conflicts », *The Extractive Industries and Society*, 2 (1), 2015.

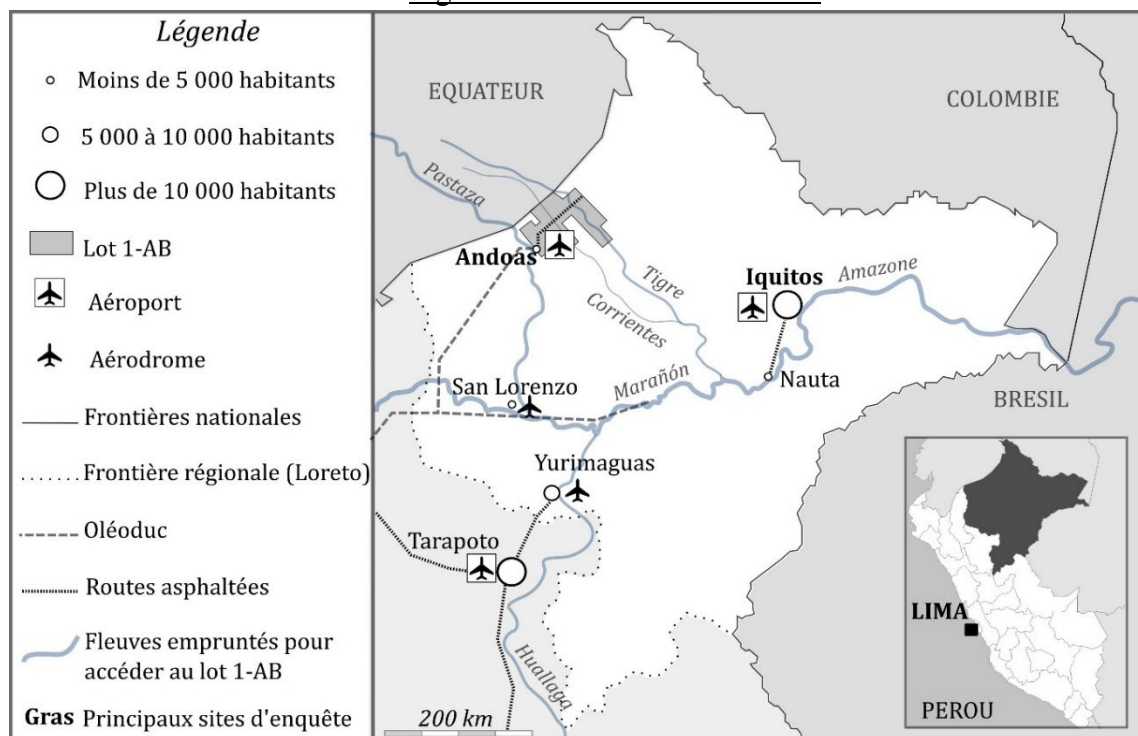
² Cette figure légale, créée en 1974, institue la propriété collective d'un ensemble de familles, au nom de leur appartenance à un groupe « ethnique », sur un territoire délimité (mais pas sur le sous-sol ni ses ressources).

³ 1983 personnes ont été recensées dans les sept communautés natives voisines du site pétrolier en 2017. *Directorio de comunidades nativas y campesinas. Tomo I, Censos nacionales 2017*, INEI, p. 123-124.

⁴ Le 5 juin 2009, les forces de l'ordre interviennent pour débloquent une route amazonienne dans le cadre de la mobilisation contre des décrets qui facilitent la concession de territoires amazoniens à des entreprises privées ; 33 personnes sont tuées, dont 23 policiers, d'après le bilan officiel. Moins médiatisé, l'affrontement qui suit l'intervention policière pour débloquent l'aéroport de Pluspetrol, occupé par des habitantes et habitants qui exigent plus de compensations pour la présence de l'entreprise pétrolière, aboutit à la mort d'un officier le 22 mars 2008.

⁵ L'analyse se fonde sur une enquête de quinze mois, menée entre 2012 et 2014. La moitié du temps a été consacrée à l'immersion dans des villages voisins du site pétrolier, tandis que l'autre consistait à suivre le processus de mobilisation contre la pollution industrielle par une organisation autochtone, la Fédération quechua qui regroupe une vingtaine de communautés du fleuve Pastaza. Ici, sont principalement mobilisées des données d'observation, d'entretien et issues de deux enquêtes par questionnaire produites au cours de trois séjours de deux mois dans les villages d'Andoas et Capahuari.

Figure 1 : localisation du terrain



Le site pétrolier du Pastaza est une matérialisation locale du capitalisme global. L'extraction pétrolière se présente en effet comme une activité d'exploitation du vivant sur un espace donné, par laquelle des matières inorganiques sont transformées en l'énergie motrice de l'économie mondiale⁶. Il importe alors d'interroger les effets de cet ancrage industriel pour comprendre la portée des transformations induites par le capitalisme global. Ceci d'autant que les activités extractives sont souvent implantées dans des espaces ruraux distants des centres de pouvoir. Le gisement pétrolier exploité par Pluspetrol est ainsi situé dans une portion de l'Amazonie péruvienne longtemps revendiquée par l'Équateur, dépourvue de réseau routier ou d'aéroport public, peuplée par une population historiquement marginalisée de la société nationale. Comment l'implantation d'une industrie pétrolière participe-t-elle, par son ancrage local, à la normalisation de ces espaces frontaliers – au sens où des corps individuels sont disciplinés et une population régularisée à l'intérieur du cadre socio-politique national⁷ ? En d'autres termes, dans quelle mesure les entreprises extractives socialisent-elles ces sociétés marginalisées à l'ordre politique dominant ?

L'analyse du rôle joué par les activités extractives dans la construction de l'ordre politique part souvent de la notion d'enclave, au sens d'un « territoire dont la géographie et la morphologie sont intimement liées à ces caractéristiques économiques : dépendance envers une ou quelques grandes firmes ; forte spécialisation dans une activité ; et faible intégration dans l'économie locale⁸ ». Ces enclaves favorisent l'émergence d'ordres politiques fragmentés, du fait des

⁶ Moore (J. W.), *Capitalism in the Web of Life. Ecology and the Accumulation of Capital*, New York, Verso, 2015.

⁷ Michel Foucault définit les processus de normalisation comme s'appliquant aussi bien « à un corps que l'on veut discipliner, qu'à une population que l'on veut régulariser ». Foucault (M.), *Il faut défendre la société*, Paris, Seuil, 1997, p. 225.

⁸ Phelps (N. A.), Atienza (M.), Arias (M.), « Encore for the enclave. The changing nature of the industry enclave with illustrations from the mining industry in Chile », *Economic Geography*, 91 (2), 2015, p. 120.

compagnies qui s'efforcent de façonner des espaces gouvernables favorables à leur activité⁹. Mais, comme le soulignent les autres contributions de ce dossier, la notion d'enclave tend à laisser dans l'ombre le rôle actif joué par les populations locales dans l'appropriation de ces dispositifs et, dès lors, dans les effets qu'ils peuvent produire. C'est ce que montre l'ethnographie des « connexions globales », telles que la rencontre entre des industriels du bois, des activistes environnementaux et des peuples indigènes dans la forêt indonésienne de Bornéo qu'étudie Anna Tsing¹⁰. Elle y observe des interactions ambivalentes, productrices d'arrangements hybrides, qu'elle appréhende comme des « frictions » pour donner à voir une « réalité qui va au-delà de la simple dichotomie d'une force puissante ne se confrontant qu'aux armes des faibles¹¹ ». Dans la continuité de ces approches, je propose de conceptualiser cette topographie politique particulière, née de l'implantation d'une industrie extractive en terre amazonienne, en termes d'« espace pétrolier » afin de tenir compte du caractère relationnel des interactions qui se jouent aux abords du site extractif¹². L'enjeu est donc d'éclairer la contribution des entreprises pétrolières à la production de l'ordre aux frontières du territoire national, tout en soulignant l'imprévisible issue de ces interactions qui s'ancrent dans des espaces dont les dynamiques sociales échappent au moins en partie aux stratégies des compagnies. J'analyse à cette fin les effets des dispositifs de RSE par le bas, depuis les villages voisins du site pétrolier. Cette perspective permet d'abord de saisir dans quelle mesure ces dispositifs sont traversés par des mécanismes disciplinaires inédits. Elle donne ensuite accès à l'étude des changements sociaux ancrés dans l'ordinaire villageois, nourris de l'influence exercée par le monde industriel mais aussi de la prégnance des sociabilités rurales. Enfin, elle éclaire l'émergence d'une élite villageoise qui contribue à inscrire, par son influence sur la politique locale, les communautés natives dans l'économie de marché et l'ordre territorial national.

Disciplines extractives

Les programmes de RSE sont généralement considérés comme des techniques disciplinaires visant à favoriser le consentement des populations locales à l'extraction et à transformer leurs conduites et leurs mentalités de manière à ce qu'elles entrent en conformité avec certains principes d'organisation industriels. Toutefois, l'étude ethnographique menée dans les villages autochtones de l'Amazonie péruvienne invite à une lecture nuancée des effets normalisateurs de ces techniques.

Une politique du patronage aux marges de l'État

L'implantation d'un site pétrolier en Amazonie suppose de lourds investissements dans des infrastructures d'extraction, de transport, de télécommunications et de sécurité – routes, puits, réservoirs, oléoducs, antennes, aéroport, clôtures et postes de contrôle, etc. Elles sont édifiées après la découverte du gisement pétrolier, en 1972, puis l'attribution du permis à

⁹ Ferguson (J.), « Seeing like an oil company. Space, security, and global capital in neoliberal Africa », *American Anthropologist*, 107 (3), 2005 ; Schubert (J.), « Wilful entanglements: Extractive industries and the co-production of sovereignty in Mozambique », *Ethnography*, 2018.

¹⁰ Tsing (A. L.), *Friction. Délires et faux-semblants de la globalité*, Paris, La Découverte, 2020 [2004].

¹¹ « Global ethnography », *Annual Review of Sociology*, 28, 2002, p. 281.

¹² Pour une perspective similaire, voir Puerta Silva (C.), « El proyecto minero del Cerrejón. Un espacio relacional para los indígenas wayuu, la empresa minera y el Estado colombiano », *Boletín de Antropología*, 24 (41), 2010 ; Gilberthorpe (E.), Rajak (D.), « The anthropology of extraction. Critical perspectives on the resource curse », *The Journal of Development Studies*, 53 (2), 2017.

une compagnie nord-américaine, qui exploite le gisement jusqu'en 2000. C'est alors Pluspetrol qui rachète le permis d'exploitation. Cette firme transnationale, dont le siège de la maison-mère est situé en Hollande, exploite des gisements pétroliers et gaziers en Amérique latine (Pérou, Équateur, Bolivie, Colombie, Argentine et Uruguay) et en Angola. L'implantation de Pluspetrol dans le Pastaza, en 2000, introduit une inflexion dans les investissements pétroliers. Aux infrastructures de transport, de production et de sécurité s'ajoutent désormais des programmes de RSE qui peuvent être considérés comme des techniques de contrôle et de discipline visant les populations environnantes : il s'agit de gouverner l'environnement social du site pétrolier pour préserver la continuité de ses activités¹³. À cette fin, Pluspetrol a inscrit, dans son organigramme, un « Bureau des relations communautaires ». Il est composé de personnes originaires de Lima, formées en sciences sociales et en prévention des conflits sociaux, qui sont chargées d'élaborer et mettre en œuvre le premier programme systématique de RSE de la région. Dans ce cadre, elles négocient avec les communautés natives du Pastaza la distribution de biens (essence, générateurs électriques), autorisent l'accès à certains services (prise en charge médicale dans la clinique du campement pétrolier, transport en avion vers les villes) et financent le développement d'infrastructures villageoises (construction de chemins bétonnés, distribution d'électricité) : autant d'investissements, généralement assumés par les autorités publiques, que l'administration étatique péruvienne, délègue, ici, à un partenaire privé, faute de pouvoir elle-même les prendre en charge.

Se met ainsi en place une relation de coopération au travers de laquelle l'État, tout en se dispensant d'assumer des tâches qui lui incombent, réaffirme la prééminence de sa souveraineté sur cette portion du territoire national. Ce partenariat est notamment facilité, au Pérou, par le dispositif des « travaux pour impôts » : analogue à un partenariat public-privé, il permet aux autorités régionales de signer un contrat avec une entreprise afin qu'elle réalise un ouvrage parmi une liste de travaux prioritaires ; les dépenses avancées par l'entreprise sont déduites de ses impôts. En 2012, la région amazonienne du Loreto a expérimenté pour la première fois ce dispositif avec la construction, par Pluspetrol, d'un collège dans la communauté native d'Andoas. Dans ces zones souvent caractérisées par la relégation géographique et sociale, des fonctions de l'État sont ainsi prises en charge par les compagnies, à la manière d'une « décharge » étatique sur les entreprises privées¹⁴ : « les corporations [pétrolières] exercent *de facto* un contrôle sur l'administration, le développement, les conditions de vie et de travail en leur sein¹⁵ ».

Le contrôle des compagnies extractives s'exerce, plus précisément, au travers de la régulation du flux de ressources, biens et de services destiné aux communautés natives. La RSE peut, dans cette perspective, être considérée comme une politique d'ordre clientélaire. C'est ce qu'a montré l'anthropologue Dinah Rajak, qui a enquêté sur une firme minière depuis son siège britannique jusqu'à ses opérations en Afrique du Sud : les dons des entreprises instituent des relations de patronage, marquées par des logiques d'alliance ou d'allégeance, entre les populations locales et l'industrie extractive. La politique du don consiste par exemple à financer ouvertement des associations qui accordent leur soutien aux compagnies en échange de leurs

¹³ Ferguson (J.), « Seeing like an oil company », *art. cit.*

¹⁴ Hönke (J.), « New political topographies. Mining companies and indirect discharge in Southern Katanga (DRC) », *Politique africaine*, 120 (4), 2010.

¹⁵ Enns (C.), Bersaglio (B.), « Enclave oil development and the rearticulation of citizenship in Turkana, Kenya. Exploring "crude citizenship" », *Geoforum*, 67, 2015.

faveurs. Dans le Pastaza péruvien, certains villages voisins du site pétrolier ont ainsi créé, en 2008, une organisation opposée à la plus ancienne et contestataire Fédération quechua (cf. *infra*). Elle est principalement consacrée à la négociation des biens et de financements, telles des bourses d'étude pour des jeunes des villages, obtenus auprès de Pluspetrol. Susana Sawyer, qui a observé les mêmes pratiques de l'autre côté de la frontière, en Amazonie équatorienne, considère que la compagnie pétrolière a endossé un « rôle pastoral » qui a profondément influencé la population locale, « façonnant les attentes de chacun, transformant leurs allégeances, et définissant ce qu'est le bon sujet néolibéral¹⁶ ». L'ensemble des biens et services distribués, parfois sous la forme d'accords annuels, concourt à l'entretien de loyautés et à la canalisation des mécontentements. Pour l'anthropologue Danny Pinedo, qui a enquêté auprès de communautés autochtones voisines d'un site d'extraction gazière en Amazonie péruvienne, ces relations de « patron-client » produisent des « sujets néolibéraux » qui adhèrent aux politiques étatiques et se conforment aux principes du marché pour orienter leurs pratiques économiques¹⁷.

Dans ces analyses, qui insistent sur l'adhésion obligée des populations aux attentes des entreprises, il reste toutefois difficile de saisir la manière dont se diffusent et se construisent ces subjectivités. Ne s'agit-il pas simplement d'une absence de contestation, contrainte par le dispositif sécuritaire qui protège l'entreprise mais aussi par la dépendance matérielle envers les biens et les emplois distribués – dépendance d'autant plus forte que l'industrie pétrolière affecte durablement les moyens de subsistance des populations locales, du fait notamment de la pollution sonore, fluviale, atmosphérique et des sols¹⁸ ? C'est plutôt cette hypothèse qui sera ici explorée au travers de l'étude des conditions d'accès à l'emploi institué par la RSE dans l'espace pétrolier du Pastaza. Elle permet notamment d'analyser un aspect auquel les recherches en sciences sociales ont encore trop rarement prêté attention : les mécanismes par lesquels les populations voisines de sites pétroliers en viennent à adopter de nouvelles normes, à inventer des modes d'organisation inédits et à mobiliser des formes d'identifications collectives renouvelées.

Hiérarchie et discipline dans l'entreprise communale

L'accès à l'emploi et les processus de prolétarianisation qu'il induit sont au cœur de travaux pionniers en anthropologie des mines¹⁹. Mais depuis la libéralisation des activités extractives dans la plupart des pays de l'hémisphère Sud depuis la fin des années 1980, la hausse des prix des matières premières et le boom des investissements miniers en Amérique latine et en Afrique²⁰, les recherches tendent à se focaliser sur leurs effets en termes de dépossession territoriale, d'impact environnemental et de contestation. Cette réorientation s'est faite au

¹⁶ Sawyer (S.), *Crude Chronicles. Indigenous Politics, Multinational Oil, and Neoliberalism in Ecuador*, Durham, Duke University Press Books, 2004, p. 59.

¹⁷ Pinedo (D.), « The making of the Amazonian subject: state formation and indigenous mobilization in lowland Peru », *Latin American and Caribbean Ethnic Studies*, 12 (1), 2017.

¹⁸ Orta-Martínez (M.) *et al.*, « First evidences of Amazonian wildlife feeding on petroleum-contaminated soils. A new exposure route to petrogenic compounds? », *Environmental Research*, (160), 2018 ; Yusta-García (R.) *et al.*, « Water contamination from oil extraction activities in Northern Peruvian Amazonian rivers », *Environmental Pollution*, (225), 2017.

¹⁹ Nash (J. C.), *We Eat the Mines and the Mines Eat Us. Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*, New York, Columbia University Press, 1979 ; Taussig (M. T.), *The Devil and Commodity Fetishism in South America*, Chapel Hill N.C., The University of North Carolina Press, 1980.

²⁰ Bridge (G.), « Mapping the bonanza. Geographies of mining investment in an era of neoliberal reform », *The Professional Geographer*, 56 (3), 2004.

détriment de l'étude des pratiques de travail, alors qu'il est fréquent que les programmes de RSE créent des opportunités d'emploi pour les populations locales²¹. L'emploi reste ainsi un élément crucial de compréhension des liens qui se tissent entre les projets extractifs et leur entourage social, bien qu'il soit de plus en plus segmenté et précaire²².

En Amazonie péruvienne, depuis le rachat du permis d'exploitation par Pluspetrol en 2000 et la mise en place d'un programme de RSE, la population a de plus en plus accès aux emplois liés au site. D'abord restreint à quelques hommes scolarisés, il s'est progressivement élargi avec la promotion, par les cadres du Bureau des relations communautaires de Pluspetrol, de la création d'« entreprises communales » dans les villages voisins des installations pétrolières. Ce type de structure permet aux membres d'une communauté native de créer et administrer une entreprise. Dans le Pastaza, une entreprise communale exécute deux types de contrats, presque toujours facturés auprès de Pluspetrol, nécessitant relativement peu de qualifications et d'investissements : des ouvrages dans le village, d'une part (chemin bétonné, local, etc.), des tâches réalisées sur les installations pétrolières, d'autre part (élagage, entretien des routes, des pipelines, etc.). Chaque mission est communément appelée « front de travail » (*frente de trabajo*), terme issu du secteur du bâtiment. Suivant un système de rotation, les habitants du village dans lequel est basée l'entreprise communale travaillent comme ouvriers sur l'un des fronts de travail pendant des périodes d'un mois ; les habitantes, elles, sont principalement employées comme blanchisseuses ou cuisinières. Entre 2008 et 2014, cinq entreprises communales ont été créées sur les sept villages du Pastaza voisins du site pétrolier. Des questionnaires complétés dans les villages où ont été fondées les deux premières entreprises permettent d'établir qu'entre 75 et 100 % des foyers ont perçu, par ce biais, une rémunération dans les mois précédant la passation²³.

Le mode d'organisation de l'entreprise communale est hybride, dans sa généalogie comme dans son fonctionnement. Instituée à la fin des années 1970, dans le sillage du courant coopératif qui influence les militaires progressistes alors à la tête de l'État péruvien²⁴, l'entreprise communale n'est véritablement définie et mise en œuvre qu'au cours des années 1990. Elle est alors mise au service d'une politique d'intégration du monde rural à l'économie de marché et de développement de l'industrie extractive²⁵. En pratique, les compagnies minières et pétrolières sont d'actives promotrices de la création de ces entreprises auprès des populations locales. Dans les villages du Pastaza, ce sont surtout des élites scolarisées qui, favorables aux suggestions du Bureau des relations communautaires de Pluspetrol, se chargent de la création d'une entreprise communale. Cette dernière favorise alors l'avènement d'une organisation économique inédite dans les villages. Elle s'inspire du fonctionnement de la communauté native à laquelle elle est

²¹ Smith Rolston (J.), « The politics of pits and the materiality of mine labor. Making natural resources in the American West », *American Anthropologist*, 115 (4), 2013.

²² Rubbers (B.), « Mining boom, labour market segmentation and social inequality in the Congolese copperbelt », *Development and Change*, 2019.

²³ Données issues de questionnaires complétés à Andoas en 2013 (N = 100) et à Capahuari en 2014 (N = 58). J'ai assuré personnellement la passation du questionnaire, en procédant au porte-à-porte ; à Andoas, j'ai sollicité environ la moitié des foyers du village, en frappant à une porte sur deux ; à Capahuari, l'enquête est exhaustive mais le questionnaire moins détaillé.

²⁴ Bourque (S. C.), Scott Palmer (D.), « Transforming the rural sector: government policy and peasant response », in Lowenthal (A. F.), dir., *The Peruvian Experiment: Continuity and Change Under Military Rule*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

²⁵ Robles Mendoza (R.), « Tradición y modernidad en las comunidades campesinas », *Investigaciones sociales*, (12), 2004.

associée : sa plus haute instance de décision est l'assemblée des sociétaires, qui doit inclure au moins 60 % des membres de la communauté native. L'assemblée élit les membres du conseil d'administration ainsi que les salarié·es responsables de recruter, encadrer et rémunérer la main-d'œuvre.

Une rupture d'importance introduite par les entreprises communales concerne la division du travail. Au village, les activités collectives reposent traditionnellement sur des principes de collaboration et de réciprocité. D'après les anthropologues spécialistes des sociétés amazoniennes, l'horizontalité est une modalité centrale de l'organisation des tâches productives, de manière à empêcher l'émergence d'individus enclins à abuser de leur pouvoir et ainsi préserver l'égalitarisme qui les caractériserait²⁶. Au contraire, l'entreprise communale obéit à un principe de différenciation et de hiérarchisation des fonctions. Les ouvriers sont encadrés par des contremaîtres, qui ont suivi une formation spécifique. À la tête de l'entreprise, les gérants encadrent les équipes d'ouvriers et négocient l'obtention de contrats avec Pluspetrol. Salariés permanents de l'entreprise communale, ils ont pour fonction d'assurer sa croissance, à travers l'obtention de contrats auprès de Pluspetrol, en fonction de critères tels que la productivité des ouvriers et de leur respect des normes de sécurité. En pratique s'instaurent des chaînes de commandement qui vont de la « cliente », Pluspetrol, vis-à-vis de laquelle les gérants font souvent preuve d'une certaine déférence, aux ouvriers, qu'il s'agit de discipliner. Pour exercer cette autorité, les gérants s'efforcent d'instituer une séparation entre l'entreprise, où prévaut le respect de la hiérarchie statutaire et des normes, et le village, où gérants et travailleurs redeviennent amis, parents, voisins :

Le travail c'est une chose – l'entreprise c'est un travail. Tu peux t'y disputer autant que tu voudras. Mais dans la rue, nous sommes amis à nouveau. C'est comme ça qu'on gère les entreprises ! Quand il y a quelque chose qui ne va pas, il faut y remédier. Il faut apprendre de tes erreurs. Mais qui va te le dire ? Il faut bien que quelqu'un te le dise. Ce n'est pas pour autant que tu vas te vexer. Sinon, [...] comment est-ce que tu vas te corriger²⁷ ?

Cet effort de différenciation relève de l'édification d'une frontière entre « la vie » et « le travail » ; de manière analogue à ce qu'observe Edward Thompson dans son étude de l'avènement du capitalisme industriel en Angleterre, cette frontière s'accompagne de la mise en place d'une discipline de l'horloge²⁸. Les journées de travail sont rythmées par des horaires fixes, depuis le rassemblement des ouvriers vers 5h30 dans des maisons du village qui servent de réfectoire, où ils mangent un petit-déjeuner, reçoivent une gamelle contenant leur déjeuner et où ils se retrouveront, vers 18h, pour dîner en discutant de leur journée ou en regardant un film à la télévision. Entre ces moments de restauration, leur journée de travail est encadrée par le temps de trajet, à pied à travers la forêt puis dans une camionnette de l'entreprise communale, vers le « front de travail » où ils exécutent leurs tâches. Le contremaître, chargé de fixer la pause déjeuner, la reprise du travail ou l'heure de rentrer au village, est aussi responsable de l'application des normes de sécurité édictées par Pluspetrol : usage des équipements personnels de protection (EPP) tels que le casque, les lunettes de protection ou les gants, signalisation de la zone de travail, comportements à adopter en fonction des différents risques encourus, etc. À

²⁶ Killick (E.), « Autonomy and leadership. Political formations among the Ashéninka of Peruvian Amazonia », *Ethnos*, 72 (4), 2007.

²⁷ Entretien avec Pedro Villanueva, président de l'entreprise de Andoas et commerçant, juin 2013. Les prénoms et noms de famille des enquêté·es sont tous anonymisés.

²⁸ Thompson (E. P.), *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La fabrique, 2004.

cette fin, le contremaître anime chaque matin, après l'arrivée des ouvriers sur le front de travail, un « *speech* de sécurité » au cours duquel il annonce le programme de la journée mais revient aussi sur l'une des normes de sécurité auxquelles les ouvriers sont formés régulièrement par un « moniteur de sécurité » salarié à temps plein par l'entreprise communale. Comme dans n'importe quelle équipe travaillant pour une entreprise sous-traitante qui intervient sur le lot pétrolier, un infirmier issu de la communauté et formé aux premiers secours est toujours présent en cas d'accident.

Figure 2 : signalétique sécuritaire sur un front de travail et à Capahuari, 2014



Le respect des normes de sécurité constitue le principal enjeu disciplinaire au sein des entreprises communales. La capacité à imposer le respect de ces normes fait partie, avec le savoir technique, des compétences indispensables au personnel qui encadre les travailleurs :

« parfois, il y a des râleurs qui ne veulent pas respecter [les normes]. Alors toi, comme contremaître, tu dois te lever, être une personne forte, leur dire en face : “Ça n’est pas bien” : les corriger²⁹ ». Mais la sanction vient en dernier recours : avant même d’accéder au front de travail, les travailleurs doivent faire preuve de leur connaissance et de leur respect des normes de sécurité. Avoir suivi le « CBS » (cours basique de sécurité) et avoir subi un examen de santé auprès du service de médecine du travail de Pluspetrol dans les douze derniers mois sont deux conditions indispensables pour être employé par l’entreprise communale. La signalétique dont sont responsables les moniteurs de sécurité, installée sur les fronts de travail (figure 2, vignette n° 2) mais aussi au cœur des villages, est une autre forme de rappel du nécessaire respect des normes par les travailleurs autochtones. Des panneaux mentionnant l’usage obligatoire des équipements personnels de sécurité sont ainsi disposés sur la place centrale de Capahuari, à côté des bureaux de l’entreprise communale (figure 2, vignette n° 3). Ces panneaux manifestent l’image d’une entreprise communale responsable, qui pourra être « qualifiée [par Pluspetrol] comme une entreprise qui aime travailler avec sécurité³⁰ » et sera alors légitime à demander de nouveaux fronts de travail. Leur usage témoigne d’un certain formalisme dans le rappel de règles parfois évidentes, tel l’avertissement concernant la « présence de serpents » (figure 2, vignette n° 1) alors même qu’ils peuvent surgir à tout moment et en tout endroit de la forêt.

L’observation des journées de travail invite toutefois à nuancer le postulat de la « conversion » des populations locales à la discipline entrepreneuriale³¹ : traduite dans le contexte de l’entreprise communale, l’organisation du travail impulsée par Pluspetrol s’adapte à des sociabilités villageoises qui favorisent le contournement des normes de sécurité ou de la hiérarchie officielle de l’entreprise. Qu’ils soient ouvriers, infirmiers ou contremaîtres, les hommes en uniforme s’appellent entre eux « voisin », « cousin » ou « beau-frère » et échangent des plaisanteries tout au long de leur journée de travail. S’ils concourent ensemble à l’édification d’une façade sécuritaire, par le rappel quotidien des normes et la mise en place des signalétiques obligatoires, ils enfreignent aussi collectivement certaines règles. Il est ainsi fréquent que l’un des membres de l’équipe apporte du *masato*, une bière de manioc fermentée artisanalement que les travailleurs partagent avant de se mettre à l’ouvrage, alors que la consommation d’alcool sur le lieu de travail est interdite. La diffusion d’une discipline industrielle dans le cadre de l’entreprise communale ne se fait en rien mécaniquement. Mais le caractère hybride de cette organisation, qui reste étroitement connectée à la communauté native qui l’héberge, est propice à des transformations sociales qui dépassent l’espace du travail.

Le changement au village

Localisée à l’intersection de la scène du travail et du village, l’entreprise communale contribue à transformer la vie des populations locales au-delà du seul espace de travail. L’importation, dans l’espace villageois, de la division du travail venue de l’entreprise et les rapports inégalitaires qui en résultent contribuent à inscrire plus étroitement les communautés natives dans l’ordre social dominant.

L’importation de la division sociale du travail dans la communauté

²⁹ Entretien avec Mauricio Dahua, président de l’entreprise communale de Capahuari et ancien contremaître, juin 2014.

³⁰ Entretien avec Virgilio Zúñiga, moniteur de sécurité de l’entreprise communale d’Andoas, juin 2013.

³¹ Rajak (D.), *In Good Company. An Anatomy of Corporate Social Responsibility*, Stanford, Stanford University Press, 2011.

Les travailleurs employés par l'entreprise communale importent dans leurs équipes de travail des sociabilités villageoises et des manières de faire qui s'y transposent d'autant mieux que les gérants composent les équipes en tenant compte des affinités préalables. L'atmosphère de travail s'en ressent. Les éclats de rire rythment toute la journée de travail sans interruption, au lieu de se restreindre à la « pause casse-croûte », ce « moment d'anti-travail » qui permet aux ouvriers de rétablir leur identité extérieure dont ils sont en partie dépossédés par le travail à la chaîne³². L'omniprésence de la joie vécue et mise en scène³³, la récurrence de plaisanteries parfois obscènes et de petites moqueries évoquent l'analyse que fait Joanna Overing du rire comme « outil de convivialité » des sociétés amazoniennes, caractérisées par une « esthétique de la vie quotidienne dans laquelle l'humour est souvent constitutif des activités sociales de tous les jours³⁴ ». L'hybridation des principes d'organisation – qui empruntent tantôt à l'entreprise, tantôt au quotidien amazonien – favorise l'attachement des ouvriers à leur emploi. Elle renforce aussi, plus généralement, l'identification de la communauté dans son ensemble à l'entreprise communale. Ceci d'autant que les postes d'ouvrier ne sont pas les seuls disponibles.

L'entreprise communale génère en effet des emplois accessibles ou réservés à d'autres catégories de population, notamment aux femmes qui peuvent être employées pour laver les uniformes ou préparer et servir la nourriture aux travailleurs³⁵. De la sorte, le principe de la division du travail social s'étend progressivement à l'ensemble des adultes vivant dans les villages dotés d'une entreprise communale, contribuant à modifier l'équilibre des rapports de genre : de manière croissante, les femmes sont confinées dans un rôle de mère limité au travail domestique, rémunéré ou non³⁶. Dans les sociétés amazoniennes, les rapports de genre obéissent en principe à des logiques de complémentarité et de symétrie entre les activités masculines (construction de la maison et de l'abattis, apport de protéines par la chasse et la pêche) et féminines (entretien de la maison et de l'abattis, distribution et cuisine du gibier, fabrication de la bière de manioc)³⁷. La monétarisation de l'économie, la pollution et la pression démographique sur les ressources naturelles contraignent les hommes à travailler comme ouvriers pour acheter des biens alimentaires importés par les commerçants : riz, pâtes, conserves, poulet. De ce fait, les femmes se trouvent déchargées de leur fonction de transformation des produits de la forêt en aliments comestibles. Associées ponctuellement à l'emploi rémunéré comme blanchisseuses ou cuisinières, elles tendent à se replier sur la sphère domestique et à réduire leur participation à des activités collectives telles que la distribution des produits de la chasse ou de la pêche aux maisons voisines, ou la lessive au bord de la rivière.

Si ces changements relèvent moins de transformations radicales que de tendances générales, ils indiquent que l'existence des entreprises communales influe largement sur les rapports sociaux

³² Hatzfeld (N.), « La pause casse-croûte », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, (39), 2002.

³³ « Dans mon groupe, nous sommes tous joyeux, personne n'est triste » me dit souvent avec fierté celui qu'on appelle moqueusement « Felipe le menteur » parce qu'il exagère tout.

³⁴ Overing (J.), « The efficacy of laughter. The ludic side of magic within Amazonian society », in Overing (J.), Passes (A.), dir., *The Anthropology of Love and Anger. The Aesthetics of Conviviality in Native Amazonia*, New York, Etats-Unis, Routledge, 2000, p. 67.

³⁵ Certains emplois sont aussi réservés aux « anciens » ; ils consistent en des tâches peu pénibles et peu rémunérées symboliquement telles que le ramassage des ordures ou la surveillance des locaux de l'entreprise communale.

³⁶ Pour une analyse de la féminisation de certaines tâches relevant du travail domestique sous l'influence des programmes de RSE dans le secteur minier, en parallèle de la masculinisation du travail salarié, voir Grieco (K.), « Le "genre" du développement minier. Maternalisme et extractivisme, entre complémentarité et contestation », *Cahiers des Amériques latines*, (82), 2016.

³⁷ Gow (P.), *Of Mixed Blood. Kinship and History in Peruvian Amazonia*, Oxford et New York, Oxford University Press et Clarendon Press, 1991.

au village et à la maison. Les méthodes d'organisation du travail sont en partie transposées au quotidien villageois. Ainsi des sessions de travail communal, qui consistent en des activités réalisées par l'ensemble des habitantes et habitants : débroussaillage des parties communes, construction d'un local, etc. Il s'agit de tâches décidées lors de l'assemblée générale de la communauté, dans la mesure où elles bénéficient à la collectivité. Dans les petites communautés situées à plus d'une journée de pirogue du site industriel, l'organisation se fait surtout en fonction des principes d'horizontalité et d'entraide. Dans les villages dotés d'une entreprise communale, les tâches sont réparties par le chef de village assisté du contremaître de l'entreprise communale, en fonction de compétences et statuts en vigueur au sein de cette dernière : contremaître et ouvrier qualifié chargé de manier la scie tronçonneuse, « *peones* » suivant les instructions, cuisinières (respectivement au centre, à droite et à gauche dans la figure 3). Le débroussaillage d'un terrain pour la construction d'une auberge évoque ainsi la scène de travail, les hommes s'affairant entre eux, parfois équipés de l'uniforme ou du casque obligatoires sur les fronts de travail de l'entreprise, tandis que les femmes préparent le repas pour la pause déjeuner.

Figure 3 : division du travail communal à Capahuari, 2014³⁸



Inégale distribution de l'emploi et nouvelles notabilités

Tous les foyers ne sont toutefois pas exposés de la même manière à ces influences organisationnelles, dans la mesure où ils ne sont pas également concernés par l'accès à l'emploi des entreprises communales. La priorité est accordée aux personnes qui en sont membres de droit, du fait qu'elles ont contribué à son capital. S'il faut qu'au moins les deux-tiers des membres d'une communauté native contribuent au capital de départ pour qu'une entreprise soit reconnue comme « communale », il reste souvent une proportion importante de personnes qui, par méfiance, désintérêt ou manque de ressources, ne participent pas à la création de l'entreprise communale de leur village. La principale modalité de recrutement pour les non-membres est celle du remplacement de membres qui, une fois venu leur tour, ne peuvent ou ne souhaitent pas travailler – elles se font ainsi remplacer mais perçoivent un pourcentage du salaire versé à la personne qui les remplace. Les réponses au questionnaire distribué en 2013 dans cent foyers d'Andoas indiquent des inégalités d'accès à l'emploi entre membres et non-membres, mais aussi au sein de cette dernière catégorie (tableau 1).

³⁸ L'activité consistait à défricher un terrain et y apporter des planches – fabriquées par les ouvriers de l'entreprise communale – pour construire une auberge destinée aux collégiens et collégiennes originaires d'autres villages.

Tableau 1 : réponses à la question « à quand remonte la dernière fois que vous avez été travaillé pour l'entreprise communale ?³⁹ » réparties en fonction du statut

	Membres	Non-membres
Travaille actuellement	10	2
Il y a moins de six mois	14	5
Il y a entre six mois et un an	14	2
Il y a plus d'un an	10	0
Jamais	1	42
Total	49	51

À Andoas, où a été fondée la première entreprise communale en 2008, plus de la moitié des personnes sondées ne sont pas membres de l'entreprise communale. Même si, dans certains cas, d'autres membres du foyer le sont, environ un tiers des foyers enquêtés ne font pas partie de l'entreprise communale du village. Cela explique qu'une proportion importante d'adultes n'accèdent pas ou peu à l'emploi des entreprises communales : plus de quatre cinquièmes des non-membres n'ont jamais accédé à cet emploi. Parmi les membres de l'entreprise communale, on compte une personne dans cette situation, et dix autres qui ont travaillé il y a plus d'un an : le statut de membre ne garantit donc pas non plus d'accéder régulièrement à l'emploi.

Les réponses au questionnaire confirment donc l'inégale répartition de l'emploi communal entre les familles⁴⁰. Lors des mois passés à Andoas, j'ai souvent eu écho de plaintes de mes hôtes et de leur entourage au sujet de difficultés à accéder à l'emploi⁴¹. Mais il s'agissait de personnes distantes des autorités élues et des familles commerçantes du village. L'inégale distribution de l'accès à l'emploi par le remplacement (cf. *supra*) s'inscrit en effet dans des rivalités locales entre différents groupes : les plus proches des leaders contestataires de la Fédération quechua et de son bastion d'implantation, localisé dans les villages en aval du fleuve Pastaza, semblent avoir eu plus de difficultés à s'intégrer au groupe des fondateurs de l'entreprise communale d'Andoas. La relative marginalisation de ces *outsiders* par des familles puissantes⁴² est d'autant plus forte que, dans le cas des non-membres, ce sont les *apus*, autorités qui représentent la communauté face à l'administration⁴³ et allouent les postes excédentaires. Ainsi d'un habitant de l'aval qui, venu en quête d'un emploi dans les entreprises communales du Haut Pastaza, a d'abord été recruté pour des remplacements à Andoas à plusieurs reprises, jusqu'à ce que ses relations avec l'*apu* de la communauté se tendent. Il est alors parti s'installer

³⁹ Cf. *supra*, note n° 20, sur les conditions de passation du questionnaire. => note n° 6 plutôt ?

⁴⁰ L'inégale distribution des ressources issues des compagnies minières est aussi constatée dans : Bury (J.), « Livelihoods in transition. Transnational gold mining operations and local change in Cajamarca, Peru », *The Geographical Journal*, 170 (1), 2004.

⁴¹ Le secteur pétrolier est la principale voire l'unique source d'emploi salarié pour la majorité de la population locale. Il existe toutefois un certain nombre de commerces (épiceries, auberges, bars) dans lesquels travaillent, principalement, leurs propriétaires qui sont souvent des personnes originaires de milieu urbain.

⁴² Cette dynamique de marginalisation est finement analysée dans : Elias (N.), Scotson (J. L.), *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997. Sur les rivalités locales dans le Pastaza et la méthode employée pour les objectiver, voir : Buu-Sao (D.), « Prendre le parti de l'enquête. Positionnements ethnographiques en terrain conflictuel », *Genèses*, 2 (115), 2019.

⁴³ D'après la législation en vigueur depuis 1974, pour être officiellement reconnue par l'administration, une communauté native doit être représentée par son « *apu* », un·e président·e élu·e par l'assemblée communale – qui est le principal organe de décision. L'*apu* est secondé·e notamment par « l'agent municipal », qui représente le pouvoir exécutif national, et par le « *fiscal* », qui représente le pouvoir judiciaire.

chez un neveu par alliance dans le village de Capahuari, moniteur de sécurité de l'entreprise et frère de l'*apu* de la communauté :

Pour travailler [dans l'entreprise communale d'Andoas], il faut que tu ailles quémander à l'*apu*, « allez, *apu*, *apu*, inscris-moi encore une fois ! », tu dois lui offrir une bière, il lui faut son rab' [*yapa*] !

Pourquoi tu dois lui offrir une bière ?

Eh bien pour qu'il t'inscrive encore [comme remplaçant], plusieurs fois d'affilée.

Ah oui ? Si tu ne fais pas ça, il ne te...

Il ne va surtout pas te recommander. C'est pour ça que là-bas, je n'ai pas travaillé un an complet au final. [...] Et c'est là que, quand je travaillais à Andoas, mon neveu Alejandro [de Capahuari] vient me voir et il me dit : « Viens mon oncle, ici il y a du boulot, on manque de monde ». [...] Alors je lui ai dit : « D'accord, je vais venir vous donner un coup de main ». J'y suis allé, et l'*apu* [de Capahuari] était en train de boire un coup par là-bas, et l'*apu* me dit : « Cousin, il y a du boulot, il y en a beaucoup ! – Mais tu vas m'en donner, mon oncle ? ». Je lui dis : « Oui !⁴⁴ »

Le cas de cet enquêté montre l'importance des liens affinitaires, de l'idiome de la parenté mais aussi de l'échange de faveurs dans l'accès à l'emploi régulier dans les entreprises communales. Les logiques d'alliance, inscrites dans des rapports de pouvoir locaux, influent la distribution de l'emploi. Les familles les mieux établies peuvent alors plus facilement accumuler les missions, accéder à des postes mieux rémunérés et plus pérennes et, ainsi, s'élever dans la hiérarchie locale. Virgilio Zúñiga, ouvrier passé contremaître, puis moniteur de sécurité, m'explique par exemple réinvestir son salaire, qu'il appelle son « capital », dans des bidons d'essence qu'il revend au détail, pour « faire travailler cet argent ». Il a agrandi sa maison et acheté un congélateur : grâce à ces investissements, son épouse donne régulièrement pension aux travailleurs de l'entreprise communale – une mission bien rémunérée, mais qui suppose d'avancer des sommes considérables pour préparer trois repas par jour pour des dizaines de personnes pendant un mois⁴⁵.

Au-delà des cas d'ascension sociale comme celui de Virgilio, l'entreprise communale est un moyen de consolider des positions d'influence pour des familles déjà bien établies. Ainsi de Pedro Villanueva, propriétaire d'une boutique héritée de ses parents originaires d'une ville côtière et installés à Andoas au début des années 1980, quelques années après la fondation du village. Membre du conseil d'administration de l'entreprise communale d'Andoas depuis sa création, il en devient le président en 2013, tout en étant agent municipal, le second mandat le plus important après celui d'*apu* au sein de la communauté native. Alors que nous complétons le questionnaire dans sa boutique, des hommes en uniforme de l'entreprise communale font des achats en gros. Pedro m'explique que la vente d'équipement personnel de protection lui permet de se démarquer des commerces concurrents ; il est le principal fournisseur des entreprises communales de la zone. Une cliente, après avoir réglé son achat (une chemise estampillée du logo de l'entreprise communale), lui remet des billets ; il les range dans une enveloppe et inscrit quelque chose dans un registre. Alors que nous finissons de compléter le questionnaire, Pedro me montre une douzaine d'enveloppes similaires à celle de la cliente, qu'il extrait du tiroir de son bureau : « Je leur apprend à épargner », explique-t-il⁴⁶. Le cas de Pedro est emblématique

⁴⁴ Entretien avec Ricardo Cahuaza, *apu* d'un village de l'aval, habitant temporaire de Capahuari, juin 2014.

⁴⁵ Entretien avec Virgilio Zúñiga, habitant originaire d'Andoas, juin 2013.

⁴⁶ Journal de terrain, Andoas, juin 2013.

des possibilités offertes par les entreprises communales de cumuler des positions d'influence (agent municipal, président d'entreprise communale), d'accumuler des ressources économiques (développement de la gamme des produits vendus) et d'exercer une forme de « patronage » moral sur les habitants en leur inculquant, comme ici, des normes comportementales en matière d'épargne. Par le biais des entreprises communales, certaines familles parviennent ainsi à s'élever dans la hiérarchie locale et à consolider leur influence économique – qui favorise alors l'insertion croissante des villages dans des échanges marchands – mais aussi politique.

L'ambivalente territorialisation

L'émergence de ces nouvelles notabilités invite à interroger l'impact que peuvent avoir les entreprises communales sur l'organisation politique des villages et leur insertion dans l'ordre territorial national, et pas seulement sur les modes de vie de leurs habitantes et habitants.

Les « autorités entrepreneuriales » dans la représentation autochtone

En général, les communautés natives sont représentées par des hommes sachant lire et écrire, pouvant engager des démarches administratives. Mais dans l'espace pétrolier du Pastaza, il faut une expertise particulière pour négocier des contrats exécutoires par l'entreprise communale avec Pluspetrol. De ce fait, les gérants d'entreprise exercent une influence croissante sur les autorités villageoises. Parfois, l'entreprise communale apporte un soutien matériel à l'*apu* : versement d'une rémunération mensuelle (présentée comme « symbolique »), financement des frais de transport, d'hébergement et d'alimentation pour la réalisation de démarches en ville, etc. La collaboration entre les autorités de l'entreprise et du village est plus étroite encore dans les cas de mandats multiples. À Andoas par exemple, l'*apu* de la communauté est le vice-président de l'entreprise, tandis que le président de l'entreprise est agent municipal (cf. *supra*). Les gérants d'entreprise expriment souvent leur volonté de contribuer à la direction de la communauté en se présentant comme des « autorités entrepreneuriales⁴⁷ » et exercent une influence décisive sur les représentants de la communauté :

En tant qu'entreprise, nous ne traitons pas les accords que Pluspetrol passe avec la communauté. Ça, c'est la communauté qui le voit. Mais nous sommes derrière la communauté. [...] Avant, quand il n'y avait pas d'entreprise communale, [...] l'*apu* acceptait les accords et le bénéfice était minime : de l'essence, un moteur, une tronçonneuse, un [moteur de pirogue] *peke-peke* [...]. Nous ne disons pas « Pluspetrol finance plutôt cet ouvrage pour la communauté », parce que la demande doit venir de la communauté. Mais nous, tout doucement, « tu sais quoi... » [il fait mine de chuchoter]. C'est comme ça que nous travaillons ! [...] Parce que c'est nous [en tant qu'entreprise communale] qui allons exécuter le travail. Et les ressources, c'est-à-dire l'argent, va aller à la communauté. Il va y avoir du mouvement, les gens vont avoir du travail⁴⁸.

Peu à peu, la direction de l'entreprise s'étend à la communauté dont elle est née. Cette influence « douce » s'élève au-dessus de l'échelle villageoise. Elle se traduit notamment dans les préférences concernant les organisations auxquelles sont affiliés les villages, dans le cadre du système de représentation des communautés natives.

Au Pérou, ce système est dominé par des organisations plutôt critiques vis-à-vis de l'industrie extractive. Les premières organisations autochtones d'Amazonie péruvienne ont vu le jour dans les années 1970, avec la création des communautés natives. D'abord structurées à l'échelle de

⁴⁷ Entretien avec Mauricio Dahua, président de l'entreprise communale de Capahuari, mai 2014.

⁴⁸ Entretien avec Kevin Vasquez, gérant de l'entreprise de Andoas, juin 2013.

plusieurs communautés d'un même groupe ethnique, elles se sont peu à peu fédérées au sein d'organisations régionales et nationales. La majorité des communautés natives sont rattachées, par l'intermédiaires de leurs fédérations locales puis régionales, à une organisation nommée Association interethnique de développement de la forêt péruvienne (AIDSESEP). Cette dernière est devenue, dans les années 2000, la principale force de mobilisation amazonienne face aux projets d'extraction des ressources naturelles. AIDSESEP a notamment été à la tête du mouvement de contestation de 2008-2009 dont la répression a abouti, le 5 juin 2009, à la mort de 10 manifestants et de 23 policiers. En opposition à ce style de représentation contestataire ont été créées, aux échelles locales, régionales et nationale, des organisations plus enclines à la négociation avec les pouvoirs publics et les entreprises privées⁴⁹.

Les villages du Pastaza se sont insérés dans le système de représentation majoritaire à la fin des années 1980, avec la création de la Fédération quechua qui, passant de quatre villages fondateurs à une vingtaine de communautés associées, s'affilie à AIDSESEP. Mais à la fin des années 2000, la tendance contestataire et la mobilisation face aux industries extractives de cette dernière se heurtent aux préoccupations des membres des communautés de l'espace pétrolier, centrés sur la création d'entreprises communales et l'obtention d'emplois. Ils se retirent alors de la Fédération quechua et créent leur propre organisation, la Fédération du Haut Pastaza. Cette dernière rassemble les communautés voisines du lot pétrolier. Son style est plus conciliateur, et ses objectifs sont surtout centrés sur l'obtention de biens et de services auprès de Pluspetrol et du ministère de l'Énergie et des mines.

Jusqu'en 2012, les dirigeants de la Fédération quechua, qui s'emploient principalement à dénoncer la pollution causée par l'industrie pétrolière, ne sont pas autorisés à intervenir dans les villages affiliés à l'organisation concurrente. Mais en 2012, la première mobilisation organisée par la Fédération quechua, dans le seul village qui lui est demeuré fidèle, donne lieu à la venue d'une délégation ministérielle et à la création d'une commission chargée de satisfaire les revendications exprimées. Elle réunit différents ministères, Pluspetrol, et les leaders de la Fédération quechua. Les communautés fondatrices de la Fédération du Haut Pastaza, confrontées à des déversements de pétrole, décident de retourner dans le giron de la Fédération quechua. Car les dirigeants contestataires sont entretemps parvenus, grâce à la mobilisation de 2012, à médiatiser la pollution causée par l'extraction pétrolière et à faire en sorte que le ministère de l'Environnement oblige Pluspetrol à remédier aux déversements de pétrole. La compagnie, soucieuse de s'attirer le soutien des populations locales, engage alors des équipes d'ouvriers à travers les entreprises communales.

C'est ainsi que, en 2013 et 2014, la Fédération quechua, fer de lance de la mobilisation, devient un point de passage obligé de l'accès à l'emploi. La communauté d'Andoas s'est récemment réaffiliée à l'organisation. Les habitantes et habitants de Capahuari participent aux actions collectives, dans l'espoir d'obtenir des emplois créés par la remédiation des déversements de pétrole. L'entreprise communale joue ici un rôle crucial dans l'organisation des rassemblements contestataires, en incitant les travailleurs à participer à la mobilisation et en apportant un soutien

⁴⁹ Sur les dynamiques de politisation contestataire, d'ethnicisation et de divisions internes face à l'extraction pétrolière, cf. Buu-Sao (D.), « Face au racisme environnemental. Extractivisme et mobilisations indigènes en Amazonie péruvienne », *Politix*, 2 (130), 2021 [à paraître].

logistique, par exemple pour l'alimentation des centaines de personnes rassemblées à Andoas⁵⁰. Elle est alors en mesure d'influencer le cours des mobilisations et le contenu des revendications.

Défense des territoires et marchandisation du foncier

Parmi les revendications de la Fédération quechua, l'une en vient à occuper une place prioritaire : celle de l'octroi de titre de propriété communal, appelé « *titulación* », et de l'extension des titres existants⁵¹. Le territoire de référence d'une communauté native ne se limite pas au périmètre de résidence de ses membres. Il inclut aussi les espaces accueillant les activités quotidiennes d'horticulture, de pêche, de chasse ou de cueillette, ainsi que des sites cérémoniels. L'inscription du territoire des communautés natives dans les registres publics permet ainsi de délimiter une zone plus large que le seul village, et de mieux prendre en compte les nuisances de l'activité extractive en termes de pollution, d'occupation de certains lieux pour la construction d'infrastructures, etc. Mais l'octroi d'un titre foncier a aussi pour effet de transformer une propriété d'usage en propriété formelle, conforme au cadre réglementaire. De la sorte, la *titulación* peut contribuer au processus de territorialisation. Ce dernier repose sur une représentation abstraite de l'espace qui a pour effet d'inclure ou d'exclure certaines populations à l'intérieur de limites géographiques. Il favorise aussi la marchandisation du foncier en désignant les ressources utilisables par les acteurs privés et l'État⁵². L'intégration des propriétés communales au cadastre national est, dès lors, un outil qui rend le territoire plus « lisible » et, partant, mieux gouvernable⁵³. C'est dans ce contexte que des bailleurs internationaux apportent un soutien financier aux politiques péruviennes de démarcation foncière⁵⁴. Dans la pratique, les demandes de *titulación* des populations locales contribuent grandement à rendre possible la réalisation des politiques foncières :

[...] la construction du dispositif d'ancrage local de l'État à travers la politique foncière est loin de relever d'une simple imposition administrative ou du déplacement des institutions coutumières par les règles officielles. Elle procède au contraire de processus composites et contextualisés de construction mutuelle de « l'État local » et de la « communauté paysanne⁵⁵ ».

Dans le Haut Pastaza, l'enregistrement du foncier répond à des aspirations diverses. Aux yeux des leaders contestataires de la Fédération quechua, la *titulación* permet d'entraver la multiplication des concessions d'exploitation pétrolière, en les conditionnant par exemple à la consultation préalable des membres des communautés natives pour toute politique ou décision administrative les concernant, à une redistribution d'une partie des bénéfices issus de

⁵⁰ Buu-Sao (D.), « Défense de l'Amazonie, "bénéfices de la pollution". Indigènes et ouvriers face à l'exploitation pétrolière », in Allal (A.), Catusse (M.), Emperador Badimon (M.), dir., *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.

⁵¹ Au-delà de la *titulación* et des mesures de compensation de la pollution, la Fédération quechua est mobilisée sur la négociation avec le gouvernement péruvien de politiques publiques (environnementales, sanitaires et sociales notamment) adaptées aux réalités locales. Voir Buu-Sao (D.), « "Asseoir l'État" en territoire amazonien. L'extraction pétrolière entre production et contestation de l'ordre national », *Critique internationale*, à paraître en 2021.

⁵² Peluso (N. L.), Vandergeest (P.), « Territorialization and state power in Thailand », *Theory and Society*, 24 (3), 1995.

⁵³ Le Meur (P.-Y.), « Communautés imaginées et politique des ressources naturelles », in Méral (P.), Castellanet (C.), Lapeyre (R.), dir., *La gestion concertée des ressources naturelles. L'épreuve du temps*, Paris, Karthala, 2008.

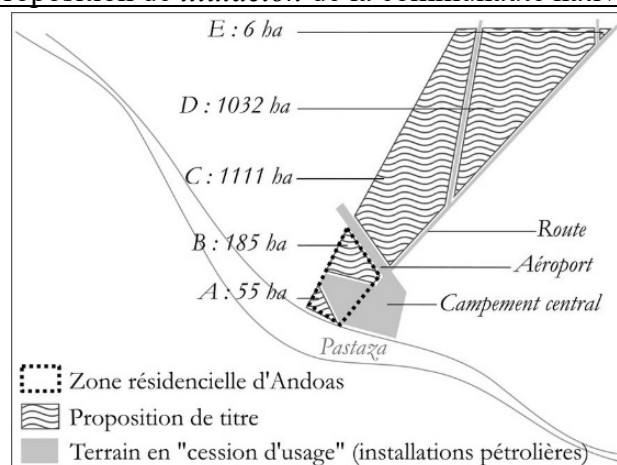
⁵⁴ Parmi les financements internationaux, citons un projet financé par la Banque interaméricaine du développement à hauteur de 40 millions de dollars, spécifiquement destiné à la *titulación* des communautés paysannes et natives.

⁵⁵ Colin (J.-P.), Le Meur (P.-Y.), Léonard (E.), « Identifier les droits et dicter le droit. La politique des programmes de formalisation des droits fonciers », in Colin (J.-P.), Le Meur (P.-Y.), Léonard (E.), dir., *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala, 2009, p. 26.

l'extraction pétrolière, etc. Dans les villages, l'enregistrement foncier est perçu comme un moyen de sécuriser l'espace habité et vécu, mais aussi d'obtenir des indemnités de la pollution et de gagner des « fronts de travail ».

Cette diversité d'attentes favorise l'alliance des leaders de la Fédération quechua, des autorités communales et « entrepreneuriales » pour formuler des revendications concernant la *titulación*. La convergence de ces intérêts différenciés a pu ainsi être observée au cours de l'assemblée des habitantes et habitants d'Andoas, réunis un matin d'avril 2013 dans un local communal, en présence d'un des leaders de la Fédération quechua, Daniel Dahua, et de deux fonctionnaires de la Direction agraire régionale. Ces derniers sont venus présenter une proposition de *titulación* d'Andoas. C'est un cas particulièrement complexe car Andoas jouxte directement les installations pétrolières et n'a toujours pas de titre. Au quotidien, ses membres traversent la piste d'atterrissage de Pluspetrol pour rejoindre les parcelles cultivées dans la forêt, empruntent les routes de la concession pour aller chasser, ou passent par le campement central pour rendre visite à des proches vivant dans une communauté voisine. Leur propriété d'usage inclut ainsi des zones concédées à Pluspetrol pour les activités extractives ; les autorités communales comme les leaders de la Fédération quechua exigent que la titularisation formalise cette inclusion. Or, le plan de *titulación* proposé par les deux fonctionnaires s'apparente à un jeu de *tangram* dans lequel la communauté est découpée en plusieurs triangles séparés par des installations pétrolières ; ces dernières s'étendent sur une portion continue de l'espace sous le statut de « cession d'usage » par la communauté, et se superposent même à une partie de la zone résidentielle (figure 3). Cette proposition est rejetée de concert par le leader contestataire Daniel Dahua, les autorités élues d'Andoas et les gestionnaires de l'entreprise communale. Mais alors que Daniel encourage l'assemblée à ne pas « s'affoler » en cédant aux propositions de la Direction agraire et à construire un rapport de force favorable à la satisfaction de leurs revendications, le gérant de l'entreprise communale sous-entend qu'il faudra parvenir à un compromis pour obtenir un titre rapidement. Car la *titulación* doit favoriser l'obtention de fronts de travail : une fois l'étendue territoriale officialisée, il sera plus facile pour les gestionnaires d'obtenir des fronts de travail à l'intérieur du périmètre communal. Par la suite, les autorités d'Andoas, assistées des gérants de l'entreprise communale, négocieront la *titulación* sans l'aide de la Fédération quechua.

Figure 4 : proposition de *titulación* de la communauté native d'Andoas⁵⁶



⁵⁶ Schéma réalisé à partir du plan distribué lors de la réunion par les fonctionnaires de la Direction agraire régionale. La zone résidentielle figurée ici n'apparaît pas sur le plan d'origine.

Au-delà de questions relatives aux nouveaux fronts de travail, l'enregistrement foncier a aussi pour enjeu les procédures engagées auprès de Pluspetrol afin d'exiger une compensation financière en contrepartie de la cession de portions du territoire communal à des fins de production pétrolière. En janvier 2013, une communauté voisine d'Andoas obtient ainsi, à l'issue d'une série de réunions, l'équivalent de 90 000 euros de compensation pour l'utilisation de la terre d'une clairière située sur son titre officiel. Apprenant la nouvelle, les habitantes et habitants d'Andoas décident de formuler une demande similaire car une partie de cette clairière est également située sur le territoire revendiqué. Lors de l'assemblée convoquée pour traiter de la question, l'échange porte principalement sur le montant négocié. Les membres de l'assemblée renchérisent sur des montants qui s'élèvent progressivement : « Il faut aussi prendre en compte la destruction de nos arbres, même un million de soles [l'équivalent de 300 000 euros] c'est très peu ! », s'exclame une habitante ; « cinq millions, parce qu'après ils vont négocier... et on leur fait une petite ristourne ! », propose un commerçant. C'est finalement le montant qui sera exigé auprès de Pluspetrol.

L'exigence de compensations, désormais systématiquement associée aux demandes de *titulación*, contribue, ce faisant, à accentuer la logique de marchandisation des terres. D'une part, elle institue l'idée que la terre, la faune et la flore peuvent être dotées d'une valeur économique dont les *comuneros* sont les propriétaires légitimes ; le versement des compensations équivaut alors à un achat intégré aux coûts de production de Pluspetrol, à qui l'on peut même faire une « ristourne ». D'autre part, ces sommes servent principalement à la création d'entreprises communales ou à l'investissement dans des camionnettes, qui permettent de déployer des travailleurs sur un nombre croissant de fronts de travail. Les compensations financières associées à la reconnaissance territoriale contribuent ainsi à l'insertion des villages dans l'économie de marché, à travers la gestion entrepreneuriale de la main-d'œuvre, l'ouvriérisation des villages et la monétarisation qu'elles entraînent. Les entreprises communales favorisent, de ce fait, l'inscription des populations de l'espace pétrolier dans l'ordre territorial national. Celui-ci permet en effet à une multiplicité de communautés natives d'exercer leur droit à s'insérer dans la société salariale et dans les réseaux d'échange marchand, à travers l'obtention de compensations et de fronts de travail. Dans ce contexte, le processus de *titulación*, bien qu'impulsé dans un contexte de mobilisation du peuple quechua, favorise alors la fragmentation des appartenances locales en fonction des limites établies par le cadastre national, qui segmentent l'espace vécu par-delà les réseaux de parenté inter-villageois.

Conclusion

L'ethnographie de l'espace pétrolier du Pastaza offre une vision plus nuancée de la rencontre des peuples autochtones avec le capitalisme extractif que ne le supposent des lectures surplombantes. À rebours des dichotomies simplistes, il apparaît que les « frictions⁵⁷ » entre le monde industriel et l'environnement dans lequel il prend place donnent lieu à des transformations ambivalentes. Celles-ci mêlent en effet des influences normatives contrastées, entre sociabilités villageoises et modèles d'organisation industriels, mais aussi des stratégies et des aspirations plurielles, de la contestation de la pollution industrielle à la quête d'emplois sur le site pétrolier. C'est bien parce que les habitantes et habitants s'approprient à leur manière les dispositifs de la RSE, dans le cadre des routines et contraintes ordinaires comme dans le contexte des mobilisations, que ceux-ci contribuent à la normalisation des sociétés frontalières,

⁵⁷ Tsing (A. L.), *Friction*, op. cit.

autrement dit à la production d'identités sociopolitiques conformes à l'ordre dominant. Les populations locales se conforment de manière croissante à la discipline de la société salariale, dans un contexte où la RSE s'apparente aussi à une forme de paternalisme industriel, au travers des services et des infrastructures offertes aux habitantes et habitants. Les populations adoptent une structure de plus en plus hiérarchisée, du fait de l'influence de la division sociale du travail importée par les entreprises communales, mais aussi de l'inégale distribution des emplois et des biens issus de la RSE aux familles du Pastaza. Enfin, ces transformations contribuent à l'inscription des villages dans l'ordre territorial national, sous l'influence des « autorités entrepreneuriales » qui prônent l'enregistrement foncier des communautés natives de manière à favoriser l'obtention d'emplois et de compensations financières.

L'ethnographie de l'espace pétrolier met ainsi en lumière les effets profonds mais ambivalents qui résultent de l'implantation locale d'une industrie emblématique du capitalisme global. La rencontre de ces mondes sociaux si distants donne naissance à des pratiques et des identités hybrides, fruit des stratégies de pacification des firmes transnationales mais aussi de l'appropriation qu'en font les populations ciblées. Ces socialisations à l'ordre dominant restent donc fragiles. Elles n'empêchent pas la survenue de mobilisations qui continuent de mettre à l'épreuve les compagnies pétrolières implantées dans la région comme les autorités qui les soutiennent. Mais ces mobilisations s'inscrivent de plus en plus dans l'ordre extractif qui domine la société péruvienne. En janvier 2020, des habitantes et habitants ont tenté d'occuper le site pétrolier et d'en bloquer l'activité, exigeant l'équivalent de 500 000 euros de compensation pour des déversements de pétrole. La Fédération quechua, quant à elle, se mobilise principalement à Lima pour obtenir la mise en place de politiques sociales et environnementales adaptées aux conditions locales. À Andoas comme depuis la capitale, l'enjeu semble surtout de rendre l'extraction tolérable, alors qu'une nouvelle compagnie s'appête à reprendre l'exploitation du gisement pétrolier.